

CEMMC - Centre d'études des mondes modernes et contemporains

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. CEMMC - Centre d'études des mondes modernes et contemporains. 2010, Université Bordeaux Montaigne. hceres-02032372

HAL Id: hceres-02032372

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032372>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur
l'unité :

Centre d'Etudes des Mondes Moderne et
Contemporain (CEMMC)

sous tutelle des
établissements et organismes :

Université Bordeaux 3 Michel de Montaigne

Mai 2010



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :

Centre d'Etudes des Mondes Moderne et
Contemporain (CEMMC)

sous tutelle des

établissements et organismes :

Université Bordeaux 3 Michel de Montaigne

Le Président
de l'AERES

Jean-François Dhainaut

Section des unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Mai 2010



Unité

Nom de l'unité : Centre d'Etudes des mondes moderne et contemporain (CEMMC)

Label demandé : EA

N° si renouvellement : 2958

Nom du directeur : M. Michel FIGEAC

Membres du comité d'experts

Président :

M. Michel CASSAN, Université de Limoges

Experts :

Mme Monique COTTRET, Université de Paris Ouest Nanterre

M. William DOYLE, Université de Bristol

M. Jean GUARRIGUES, Université d'Orléans

M. José Maria IMIZCOZ, Universidad del Pais Vasco

Expert(s) proposés par des comités d'évaluation des personnels (CNU, CoNRS, CSS INSERM, représentant INRA, INRIA, IRD.....) :

M. Philippe BOURDIN, représentant le CNU

Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Pierre-Yves BEAUREPAIRE

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Patrick BAUDRY, Vice Président Recherche, Université de Bordeaux 3



Rapport

1 • Introduction

- **Date et déroulement de la visite :**

30 novembre 2009.

10h45-11h30 :

- Séance plénière dans la salle du Conseil de l'Université Bordeaux III en présence de Patrick Baudry, V.-P. Recherche de l'Université et d'une cinquantaine de membres de l'EA.

- Présentation de l'EA par son directeur et son directeur-adjoint. Présentation du site « Web » du CEMMC par leurs deux responsables. Discussion entre les membres du Comité de visite et les membres de l'EA.

11h30-12h20 :

Discussion constructive et enrichissante entre les membres du comité de visite et les membres de l'EA et interventions de plusieurs enseignants chercheurs parfois sollicités par la direction de l'EA.

12H25-13h :

Rencontre du comité de visite avec les doctorants seuls. Présentation de l'association des jeunes chercheurs créée à l'initiative des doctorants en 2006, structure de sociabilité intellectuelle et de convivialité estudiantine. Les appréciations sont positives sur la place faite aux doctorants au sein de l'EA, le soutien apporté à la tenue de un à deux séminaires de recherches par an qu'ils proposent et organisent, la prise en compte de leurs demandes d'achats d'ouvrages et ressources documentaires, en complément des fonds locaux très riches dans les diverses bibliothèques de la ville. Le rôle de l'Ecole doctorale est jugé positivement en raison de son offre de formations techniques, informatiques, linguistiques.

13h-13h30 :

Rencontre du comité de visite avec le personnel administratif, soit une ingénieure de recherches très expérimentée, experte en montage de dossiers de financement, organisation de colloques, valorisation de la recherche, valorisation de la recherche en synergie avec la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, gestion des ressources financières de l'EA et une jeune contractuelle qui bénéficie d'une formation grâce aux conseils de l'ingénieure de recherches.

14h50-16h 5 :

Rencontre du comité d'experts avec les huit membres de l'EA, porteurs principaux des axes du projet du prochain contrat quadriennal et le V.-P. Recherche de l'Université de Bordeaux 3 ;

- Exposé des objectifs des trois axes majeurs et du projet transversal élus par l'EA ; mais les projets émergents sont passés sous silence par les membres de l'EA. Discussion fructueuse avec les membres de l'EA sur les périmètres, les problématiques des axes de recherche, les liens de l'EA avec d'autres institutions de recherche en France (GIS Histoire maritime), ou à l'étranger (Universités en Tchéquie, Hongrie).



- Intervention du V.-P. Recherche louant la qualité de l'EA et l'invitant à prendre toute sa part dans le PRES de l'Université de Bordeaux et dans les appels d'offres lancés par la Région Aquitaine dans le cadre des thématiques scientifiques prioritaires « Environnement, mobilités, transports ».

16h15-17h15 : réunion à huis clos du comité d'experts.

- **Historique et localisation géographique de l'unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :**

L'acronyme CEMMC Centre des mondes moderne et contemporain date de 2005. Il succède au CAHMC, le Centre Aquitain d'histoire moderne et contemporaine et le nouvel intitulé veut affirmer l'orientation choisie par les enseignants chercheurs. L'Aquitaine disparaissait du sigle car les recherches conduites en histoire moderne et contemporaine à l'Université de Bordeaux n'avaient jamais été limitées à cette province ou région. Le nouveau sigle signalait une ouverture internationale plus marquée et tournée vers l'Europe centrale, ce qui constitue la césure la plus franche par rapport aux aires habituellement étudiées par les chercheurs bordelais, l'Allemagne certes, mais aussi la péninsule ibérique, les Îles britanniques, le monde atlantique et les Antilles.

L'orientation de 2005 sera maintenue dans le prochain contrat quadriennal, même si des adaptations sont envisagées en raison d'un axe de recherches et en liaison avec de récents recrutements. Le futur contrat s'annonce décisif pour que le pari lancé en 2005 : passer d'une reconnaissance aquitaine et bordelaise indéniable et porteuse de visibilité et de légitimité -l'Université bénéficie dans la région d'un rang flatteur et d'une rente de situation - à une visibilité internationale sur un ou deux thèmes. Des liens avec d'autres groupes de recherches et institutions françaises ou étrangères sont d'ailleurs noués et actifs depuis quelques années afin de favoriser la pleine réussite scientifique de ce projet qui doit attirer à l'Université de Bordeaux des doctorants étrangers en plus grand nombre qu'actuellement.

- **Effectifs de l'unité (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :**

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)		30
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)		14
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs (cf. Formulaire 2.2 et 2.4 du dossier de l'unité)		3
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)		1
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)		1
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier bilan de l'unité et formulaire 2.7 du dossier projet de l'unité)		66
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées		19

L'unité comprend 30 enseignants chercheurs, Professeurs et Maîtres de conférences, 1 ingénieur de recherches du MEN participant à l'unité à hauteur de 0.5 ETPT, 1 contractuelle arrivée dans l'unité le 11 février 2008 et participant à l'unité à hauteur de 1ETPT, 3 professeurs émérites, 14 autres enseignants et enseignants chercheurs dont 3 retraités, soit un effectif total de 49 membres.

19 enseignants chercheurs dont 3 émérites, sont habilités à diriger des recherches ; 12 encadrent des thèses dont 3 sont émérites.



Le nombre de thèses soutenues au cours de la période 2005-2009 est de 34, soit une moyenne annuelle supérieure à 5 doctorats:

- 2005 : 04 ;
- 2006 : 13 ;
- 2007 : 05 ;
- 2008 : 08 ;
- 2009 : 04.

Environ un tiers des thèses -10- ont donné lieu à publication.

La durée moyenne des thèses est calculée sur un corpus de 26 références. La durée moyenne de préparation d'une thèse est légèrement supérieure à 6 ans (6 ans et 4 mois). La distribution des thèses soutenues de 2005 à 2008 inclus selon leur temps de préparation donne les résultats suivants :

Durée officielle de préparation	Nombre de thèses	%
3 ans	2	7,6
4 ans	7	27
5 ans	4	15 ,4
6 ans	5	19,2
8 ans	4	15,4
10 ans	4	15,4
Total	26	100

Le nombre de doctorants inscrits au 30 juin 2009 est de 66 dont 4 doctorants ayant obtenu leur master ou un diplôme équivalent à l'étranger (université de Torun : 2 ; université de Tokyo : 1 ; Dea Vietnam : 1).

Le nombre de recherches financées s'élève à 8 pour les doctorants arrivés à soutenance entre 2005 et 2009 et à 8 pour les doctorants en cours. Le ratio entre doctorants ou docteurs et financement par des allocations, des bourses, des emplois d'ATER est faible et les doctorants doivent disposer de ressources propres -emploi dans l'enseignement secondaire, notamment- pour financer leur recherche.

Les modes de financement comprennent essentiellement des allocations de recherche, couplées ou non à des monitorats, des emplois d'ATER. L'EA a opté pour une politique de recrutement des doctorants fondée sur des critères acceptés par l'ensemble des intéressés. La détention de l'agrégation externe d'histoire et l'excellence du mémoire de master 2 sont décisifs pour l'obtention d'une recherche financée.

Le faible nombre d'allocations de recherche puis de contrats doctoraux contribue à un étirement parfois excessif de la durée de préparation d'un doctorat qui est effectué en sus d'une activité professionnelle à temps plein. Cette réalité explique que 30% des thèses soutenues l'aient été au bout de 8 à 10 ans.

Cette situation risque de se pérenniser pendant le début du prochain contrat quadriennal puisqu'en juin 2009, 22 des 66 doctorants étaient au minimum en sixième année de préparation. La durée des recherches doctorales devrait être réduite et ramenée dans un premier temps à six ans, sauf à considérer que cette activité de recherche accomplie en sus d'un emploi et souvent d'un emploi d'enseignant du second degré remplit de manière voilée un rôle certain de formation continuée des professeurs de collège et lycée.



- nombre d'enseignants chercheurs bénéficiant d'une PEDR : 05.
- nombre de producteurs : 48.

2 • Appréciation sur l'unité

- **Avis global :**

L'organisation de l'EA est remarquable. Ses statuts votés en 2005 et remaniés en 2007, prévoient ses différentes instances, leurs rôles respectifs, les modalités des prises de décision.

Une assemblée générale, ouverte à tous les membres de l'EA se tient deux fois par an. Le conseil scientifique est fort de 19 membres et il représente la totalité des composantes de l'EA. Il se réunit 4 à 6 fois par an. Il prend part à la gestion des activités du CEMMC assurée principalement par le directeur et le directeur-adjoint, élus et représentant les périodes moderne et contemporaine.

L'EA est attentive à ses doctorants et à ses jeunes docteurs ; elle leur confie la responsabilité progressive de manifestations scientifiques ; elle contribue à hauteur de 200 euros par chercheur et par an au financement d'une partie des frais induits par leurs recherches.

Les dotations et les ressources financières récurrentes de l'EA étaient de l'ordre de 34 000 euros annuels durant le précédent contrat. Grâce à des aides à la valorisation de la recherche et à un occasionnel mécénat d'entreprises ou de banques, 43 800 euros ont été dépensés en 2009. Une gestion avisée permet à l'EA de disposer d'un fonds de réserve d'environ 70 000 euros. S'il devait être maintenu à cette hauteur, une partie pourrait être dédiée à une aide financière directe ou indirecte (par achat d'archives nationales ou étrangères numérisées remises dans le fonds de la bibliothèque de l'EA) sensiblement supérieure aux doctorants.

L'EA développe sa bibliothèque de recherche logée dans 70m² et 300 mètres linéaires déjà occupés à hauteur de 80%. Un accroissement de ces locaux est nécessaire ainsi que l'attribution d'un bureau au directeur et au directeur-adjoint de l'EA.

Malgré cette situation qui devrait être résolue rapidement, l'EA développe une politique de communication diversifiée, cohérente, efficace.

Elle a créé son site Web régulièrement mis à jour grâce à l'engagement de deux membres de l'EA. Il comporte notamment une page « Actualités » qui est un outil de communication efficace à l'intention des membres du CEMMC et de la communauté scientifique.

Elle organise à intervalles réguliers des journées d'études (11 dans le contrat achevé), des colloques nationaux ou internationaux (19 dans le précédent contrat) qui donnent lieu à la parution d'actes publiés par des éditeurs universitaires (les PUBordeaux sont sollicitées), des éditeurs privés, nationaux ou étrangers.

Le recours à différents éditeurs, justifié par la volonté de ne pas prêter le flanc au reproche de l'autopublication est compréhensible ; toutefois, la situation actuelle limite la visibilité des travaux collectifs de l'EA qui de fait n'a pas une collection de référence pour tous ses travaux, les colloques qu'elle conçoit et organise.

L'EA est très attentive à l'édition en ligne et a lancé une réflexion sur cette question et en vue du passage éventuel à ce type de publication.

- **Points forts et opportunités :**

Le bilan de l'EA est positif. La dynamique des publications est bonne, même si le millier de références aurait mérité une présentation plus soignée pour supprimer quelques doublons, mieux hiérarchiser l'importance respective des textes, articles, livres, directions d'ouvrages, articles de presse...



La contribution de l'EA à la formation des historiens de demain à la recherche et par la recherche est honorable. Il y a eu la soutenance de 4 HDR en quatre ans à Bordeaux ; 4 enseignants chercheurs de Bordeaux ont soutenu leur habilitation hors de cette Université. L'effectif des docteurs est en stagnation ce qui semble un fait assez général, voire en légère érosion. Le ratio entre le nombre de professeurs et le nombre de doctorants est assez faible, d'autant que ces derniers multiplient leurs réinscriptions au-delà des 5-6 années tolérées.

La gouvernance de l'EA, appliquée dans un esprit respectueux de l'action des précédents directeurs et avec une attention prêtée à chaque composante est très remarquable.

- **Points à améliorer et recommandations :**

Le projet de recherche qui incontestablement a été travaillé et a fait l'objet d'une concertation entre les membres de l'EA paraît amendable et pourrait être enrichi à des degrés divers selon les axes (voir ci-dessus). Les projets sont insérés dans une continuité de recherche qui a sa logique. Toutefois, l'on est surpris que la thématique de la culture matérielle des élites du XVIIIe siècle ne fasse pas partie des thèmes prorogés alors que l'EA 2958 avait acquis une reconnaissance en ce domaine. La plupart des projets limitent la part d'innovation et de prise de risque scientifique. Cette option pourrait affecter la labellisation scientifique d'une EA nombreuse et productive et amondrir sa visibilité dans le paysage de la recherche.

En revanche, l'EA a noué des contacts avec des chercheurs de plusieurs universités étrangères, notamment en Europe centrale. Cette orientation pourrait être élargie à d'autres universités étrangères en liaison avec l'axe 2 et être accompagnée d'une insertion institutionnalisée dans les programmes européens de recherche. Une EA de cette taille a les moyens de répondre à ces appels d'offre comme elle a répondu avec succès à des appels d'offre ANR qu'elle a hébergés ou héberge : « Information ouverte, information fermée » ; « Gaulhore : Gaullistes, hommes et réseaux » ; « Mobilités, population, familles dans la France du nord de la fin du XVIIe siècle à la fin du XIXe siècle ». Cela lui assurerait vraisemblablement des financements nouveaux, des horizons supplémentaires pour ses post-doctorants et un accueil de post-doctorants étrangers. Son assise et son rayonnement en seraient dynamisés et confortés.

- **Données de production :**

(cf. http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf)

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	44
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	4
A3 : Taux de producteurs de l'unité $[A1/(N1+N2)]$	100%
Nombre d'HDR soutenues	
Nombre de thèses soutenues	34
Autre donnée pertinente pour le domaine (à préciser...)	

3 • Analyse équipe par équipe et/ou par projet

Le projet scientifique de l'EA comprend trois axes :

- 1) les élites européennes du XVIe siècle à nos jours : modèles, transferts, singularités.



2) Identité et territoires des villes portuaires (XVIe-XXe siècles).

3) Les frontières de l'action publique (Europe, XVIe-XXe siècle).

- un projet transversal : La forme et l'enjeu de l'échange entre la France et l'Europe centrale, 1619-1989.
- deux projets émergents :
 - La ville : espace de valorisation des produits des « terroirs ».
 - Femmes en réseaux, réseaux et femmes.

Axe 1 : Les élites européennes

Inscrit dans le prolongement d'enquêtes lancées au début des années 1990 et enrichies avec l'apport de la prosopographie, ce programme de recherche veut capitaliser des recherches abouties et ayant donné lieu à publication, notamment S. Guillaume, *Les élites fin de siècles, XIXe-XXe siècles*, 1992, F.-Chh. Mougel, *Elites et système de pouvoir en Grande-Bretagne, 1945-1987*, 1990, L. Coste, *Le lys et le chaperon*, 2005 et réaliser sous la direction de quatre auteurs/directeurs (deux modernistes, deux contemporanéistes) une synthèse sur les élites qui pourrait prendre aussi une dimension d'essai. Un projet séduisant, en forme de bilan qui gagnerait à questionner plus au fond des notions telles que « la ou les crises », et à multiplier les comparaisons.

Ce projet est mobilisateur avec une vingtaine de membres de l'EA, modernistes et contemporanéistes ; des ouvertures vers des disciplines proches -histoire de l'art, sociologie- sont prévues et donneront lieu à des collaborations ponctuelles entre enseignants chercheurs de ces départements.

Au total, le projet viendrait fédérer et clore des recherches jusqu'à ce jour principalement personnelles.

Axe 2 : Identité et territoires des villes portuaires (XVIe-XXe siècles)

Revendiquant légitimement une filiation avec les travaux du Centre bordelais d'histoire des espaces atlantiques et placé dans la continuité de l'axe « Les dynamiques portuaires et espaces atlantiques depuis le XVIe siècle » présent dans le précédent contrat quadriennal, ce thème réunit une quinzaine de modernistes et des contemporanéistes. Il est adossé à plusieurs centres et réseaux de recherches, au premier rang desquels figurent le GIS d'histoire maritime et l'UMS d'histoire maritime de l'Université Paris IV Sorbonne.

Le projet part du postulat qu'une ville ayant un port important ne peut pas ne pas être une ville portuaire et en ce cas, son histoire, sa topographie, sa société sont marquées, modelées par cette donnée jusqu'à attribuer une identité particulière à la ville. Ce point posé, la ville portuaire est analysée comme lieu d'interconnexion entre un arrière-pays et un avant-pays, comme un centre de brassage humain et social, comme un espace porteur d'une identité particulière.

Le projet propose d'analyser l'architecture et le bâti des villes, avec une enquête prometteuse sur le lotissement du sol à l'aide de sources fiscales, de réaliser une étude de quelques figures et groupes sociaux tels que les négociants, de traiter des interconnexions spatiales permises par la ville-port, les brassages sociaux et le cosmopolitisme des villes portuaires, de lire les villes portuaires comme des territoires de l'illicite, de la marge, de la violence et en contrepoint comme des lieux de régulations sociales.

Ce projet est d'une réelle ambition, au point qu'il paraît difficile à réaliser dans la durée d'un contrat. Une programmation et une hiérarchisation des dossiers à traiter seraient à envisager et il n'est peut-être pas prioritaire de reprendre, même à nouveaux frais, le dossier des négociants de la France du XVIIIe siècle puisque des travaux de référence sont disponibles.

L'assiette du sujet, c'est-à-dire le choix des villes portuaires d'Europe à analyser est à préciser. Si Bordeaux est logiquement présent, la minceur des références bibliographiques relatives aux autres façades maritimes étonne un peu. L'EA ne devrait-elle pas amplifier les contacts envisagés avec des universités espagnoles et/ou portugaises et évidemment britanniques ? En outre, comment l'EA entend t-elle articuler cet axe avec son empathie fructueuse



portée à l'Europe centrale ? Et le projet émergent -La ville : espace de valorisation des produits des « terroirs » - ne peut-il pas être intégré ou adossé à cet axe 2 ?

Axe 3. Les frontières de l'action publique (Europe, XVI-XXe siècles)

Ce projet de travail est neuf, tout du moins, au sein de l'EA. Il porte sur une notion « action publique » définie négativement comme n'étant ni un objet politique stricto sensu, ni la figure de l'Etat. Pour contourner l'obstacle de la définition a priori de l'objet, les porteurs du projet -moderniste et contemporanéiste- souhaitent questionner les « frontières » de leur objet. Sont annoncées des études sur les partages entre le politique et le religieux, la part prise par les institutions scolaires du XVIe siècle au XIXe siècle dans la construction de ce partage ; les entourages informels des détenteurs du pouvoir politique suprême dans la France contemporaine ; des analyses de programme politique tels que la PAC, avec un excursus sur la notion de « programme politique » avant d'aboutir à une étude de la publicisation de l'action publique.

Ce projet inséré dans une longue durée d'un demi-millénaire et un territoire mouvant, laisse un sentiment d'étrangeté et de perplexité. L'hypothèse originelle pourrait être féconde à condition de ne pas envisager comme un bloc monolithique un demi-millénaire d'histoire attentive au commerce systémique des pratiques et des idées. Une délimitation au moins minimale de l'objet et l'abandon au moins provisoire de thèmes qui se raccordent très artificiellement à ces « frontières de l'action publique », ici fuyantes, seraient de nature à préciser les priorités de recherche. La validation possible de cet axe appelle d'abord une nouvelle formulation.

Le projet transversal : La forme et l'enjeu de l'échange entre la France et l'Europe centrale, 1619-1989 est en synergie et dans la dépendance des axes 1,2,3. Il en relève des convergences certaines qui pourraient faciliter l'intégration de ce projet finalement peu autonome comme il sied à ce type d'action scientifique, dans les axes précédents.

Des deux projets émergents, l'un « La ville : espace de valorisation des produits des « terroirs » pourrait être adossé ou intégré à l'axe 2 comme cela a été indiqué précédemment. Quant au projet « Femmes en réseaux, réseaux et femmes », un cadrage chronologique et territorial, une identification des gisements archivistiques à exploiter sont souhaités pour qu'il gagne en validité.

Note de l'unité	Qualité scientifique et production	Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement	Stratégie, gouvernance et vie du laboratoire	Appréciation du projet
A	A	A	A+	A



Université
Michel de Montaigne
Bordeaux 3

Pessac, le 18 mars 2010

Monsieur Pierre GLORIEUX
Directeur de la Section des unités
de Recherche
AERES
20, rue Vivienne
75002 Paris

Objet : Réponse au rapport préliminaire de l'EA CEMMC.

Monsieur le Directeur,

Nous vous remercions pour l'envoi du rapport sur notre équipe d'accueil. Il correspond tout à fait à l'impression très positive que nous avait laissée la visite du comité d'experts.

Le CEMMC voit dans les appréciations portées sur sa politique scientifique un puissant encouragement à poursuivre et amplifier l'action menée à l'occasion du prochain quadriennal. Nous ne tenons donc qu'à signaler quelques points de détail.

Sur le regret qui est émis au sujet de la culture matérielle des élites (p.7). En réalité, cette thématique n'a jamais été développée au sein du Centre, il s'agissait simplement des recherches personnelles du directeur, Michel Figeac. En revanche, nous pourrions tout à fait y penser pour un futur quadriennal.

La suggestion de faire fusionner le projet émergent « la ville espace de valorisation des produits des "terroirs " » à l'axe 2 nous apparaît tout à fait logique et elle sera suivie.

Une nouvelle formulation de l'axe 3 sur « les frontières de l'action publique (Europe XVI^e-XX^e siècles) » sera demandée aux porteurs F. Buttay et S. Laurent afin de mieux en préciser les objets d'étude.

La suggestion de déposer des projets région et des ANR sera retenue. Disposant déjà des ANR *Gaulhore, Mobilité, populations, familles dans la France du Nord et Information ouverte, information fermée*, il nous avait semblé préférable d'avancer celles-ci avant de reposer des projets. On demandera particulièrement aux porteurs des axes émergents de développer leur thématique dans ce cadre. Dès cette année, nous avons en quelque sorte anticipé cette remarque puisqu'un projet région sur « Entre mémoire et histoire : le patrimoine aquitain de l'éducation » porté par Marguerite Figeac et une participation dans un nouveau projet ANR (RESENDEM, Sciences, technologies et savoirs en société) a été obtenue ; un autre « Chez soi : biotope nobiliaire et identités, approches européennes croisées » vient d'être déposé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos meilleures salutations,

Le Directeur de l'EA CEMMC



Michel FIGEAC

Le Président de l'université

Michel de Montaigne Bordeaux 3



Patrice BRUN